

Tribune libre

Retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites ! Aucune négociation !

(Groupe CCI-T)

Le devoir des organisations ouvrières est d'organiser la riposte unitaire et centralisée pour infliger une défaite au gouvernement Sarkozy, pour le vaincre et le chasser du pouvoir sans attendre 2012.

Les impératifs de la bourgeoisie française.

La crise du capitalisme s'approfondit. Les milliards des plans dits de « sauvetage de l'économie » de l'ensemble des pays impérialistes ne suffisent plus. Après le sauvetage des banques et les mesures de soutien à la consommation telles les primes à la casse des véhicules, les crédits d'impôt liés à l'immobilier etc. la crise montre à nouveau son vrai visage : une crise généralisée de surproduction de marchandises, de capitaux dans un marché non extensible. D'un côté les capitaux massivement accumulés ne parviennent plus à s'employer dans la production, de l'autre la misère s'accroît. Même si cette réalité est différente suivant les pays, tous sont affectés ou le seront à terme compte tenu du caractère mondial de la crise. Le capital financier exige des États le remboursement des dettes déjà accumulées, capital et intérêts.

C'est à cette exigence que la bourgeoisie française doit impérativement répondre, par le remboursement de la dette c'est-à-dire le transfert des ressources des travailleurs vers le capital financier. Dans cette situation, le projet de réforme des retraites est la pièce maîtresse du dispositif du gouvernement Sarkozy-Fillon. La suite c'est le plan d'économies de 100 milliards d'euros sur trois ans afin de ramener la dette de la France de 8% du PIB en 2010 à 3% du PIB en 2013 qui va affecter sous tous ses aspects la vie des travailleurs et de la jeunesse.

Un seul mot d'ordre : RETRAIT du projet de loi.

Les travailleurs se sont mobilisés le 24 juin après la défaite cinglante du gouvernement aux régionales. Néanmoins, le gouvernement peut présenter au Parlement son projet de loi de remise en cause de la retraite à 60 ans et d'autres acquis car toutes les directions syndicales ont accepté de discuter de cette réforme. Tous considèrent qu'une réforme du système des retraites est indispensable car son déficit serait de 32 milliards en 2010 et de 100 milliards en 2050, comme le prétend le Conseil d'orientation des retraites, le COR, dans lequel siègent les représentants syndicaux. Or il n'y a de déficit qu'en raison des exonérations toujours plus importantes de cotisations patronales, évaluées à plus de 33 milliards en 2010 (source Sénat). Les travailleurs n'ont pas à payer la crise du système capitaliste ni à supporter les cadeaux faits au patronat.

Rupture immédiate des discussions avec le gouvernement : il n'y a rien à négocier !

En acceptant de discuter avec le gouvernement du projet de réforme des retraites, les directions syndicales cautionnent les mesures de division de la classe ouvrière comme la pénibilité, permettant au gouvernement d'avancer vers la suppression du départ à 60 ans pour tous. Le gouvernement entend ainsi continuer à discuter avec les représentants syndicaux pour mieux faire passer l'essentiel de sa réforme et répondre aux exigences du patronat : report à 62 ans de l'âge de la retraite, augmentation du nombre d'annuités, 41,5 en 2020, report à 67 ans de l'âge auquel, quel que soit le nombre d'annuités cotisées, est ouvert le droit de toucher sa retraite à taux plein sans décote. De fait, pour nombre de travailleurs qui ont connu des ruptures de carrières, du chômage de longue durée, temps partiel etc... il est question d'une baisse dramatique du taux de remplacement du salaire d'activité. Si FO exige le retrait de la réforme, elle le fait après avoir participé aux discussions avec le gouvernement et sur le terrain d'une bonne réforme tout comme la direction de la CGT. Celle-ci fait en effet des contre-propositions pour que le gouvernement réécrive le texte Thibault a précisé en juillet qu'il refusait d'appeler au retrait du projet « je refuse qu'on s'inscrive dans une stratégie du tout ou rien », indiquant ainsi que l'objectif pouvait être d'obtenir quelques aménagements du texte, et estimant qu'il faudra « des mesures » pour assurer l'équilibre financier des régimes de retraites.

Les travailleurs eux n'attendent rien de ce gouvernement réactionnaire en crise, représentant une bourgeoisie faible et divisée qui est capable des pires infamies. Ils l'ont montré par les mobilisations du mois de juin, dans les urnes en infligeant une défaite à la majorité UMP, à Sarkozy et son gouvernement et dans la rue le 24 juin.

Qu'est-ce qui est nécessaire ?

Des centaines de sections syndicales ont déjà pris position pour le retrait du projet de loi sur les retraites. Il faut donc contraindre les directions syndicales, les directions fédérales et confédérales à se prononcer pour le RETRAIT PUR ET SIMPLE du projet de loi et à s'engager à ne participer à aucune négociation avec le gouvernement sur ce projet. Les représentants syndicaux doivent quitter immédiatement le COR, instance de gestion, chargée de faire des propositions de réforme au gouvernement.

Pour imposer ces revendications aux directions nationales, il faut que chaque section d'entreprise, chaque section locale et départementale prenne position sur ces mots d'ordre et les adresse à l'échelon national.

Retrait du projet de loi du gouvernement ! Pas touche aux 60 ans ! Pour un droit à une retraite à taux plein dès 60 ans, calculée sur 150 trimestres, sur les 10 meilleures années !

Défense du statut des fonctionnaires : garantie des pensions par le budget de l'État, défense inconditionnelle du code des pensions, maintien du calcul sur le traitement des 6 derniers mois ...

Arrêt des exonérations de cotisations patronales, rattrapage des cotisations patronales et augmentation si nécessaire !

Abrogation des lois Balladur et Fillon : retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous !

Il faut exiger des directions des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière qu'elles appellent à une

Manifestation centrale et unitaire à l'Assemblée Nationale pour interdire le vote du projet de loi.

Leur responsabilité sera d'appeler à la Grève Générale jusqu'au retrait du projet.

Unité de toutes les organisations ouvrières pour défaire Sarkozy et son gouvernement en vue de les chasser du pouvoir sans attendre 2012.

Les mobilisations de la classe ouvrière tant sur le terrain de la lutte des classes directe que sur le plan électoral ont accentué les divisions au sein de la bourgeoisie française. Le gouvernement craint la mobilisation des travailleurs, preuve en est sa décision finale de ne pas faire choisir aux familles d'étudiants entre l'APL et la demi part fiscale par crainte d'une mobilisation chez les étudiants. Les organisations ouvrières ont d'autant plus la responsabilité de rompre toute discussion et d'engager le combat contre le gouvernement.

Pourtant aucun parti d'origine ouvrière n'appelle à combattre le gouvernement Sarkozy et la majorité UMP pour les vaincre et les chasser avant 2012. PS, PCF, NPA et PG se moulent dans le calendrier institutionnel de la Vème République bonapartiste centrée sur les élections présidentielles de 2012.

Ils doivent aujourd'hui se prononcer clairement pour le retrait du projet de loi sur les retraites.

Le prolétariat a besoin d'une perspective politique pour vaincre : ses organisations sont capables d'appeler dans l'unité aux manifestations du 7 septembre. Si l'unité se réalisait entre toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, pour le retrait du projet de loi sur les retraites, le gouvernement devrait reculer. Ce serait une défaite cinglante pour Sarkozy et son gouvernement, accentuant la crise en son sein.

La responsabilité des organisations ouvrières serait alors d'appeler à renverser le gouvernement pour instaurer un gouvernement de leurs seules organisations (sans les Verts ni Europe écologie qui sont des

traits d'union avec la bourgeoisie). Les masses exigeraient d'un tel gouvernement la mise en place d'un programme de sauvegarde des intérêts de la classe ouvrière et qu'il s'attaque au capitalisme.

Nous proposons à tous ceux qui en sont d'accord, d'engager la discussion sur la nécessité de construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire qui nous fait cruellement défaut.

(Mise en page imparfaite réalisée à partir d'un courriel – Ndlr)